Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Bachelet-Kirchner-Lula-et-les-autres-dans-l-integration-bolivarienne

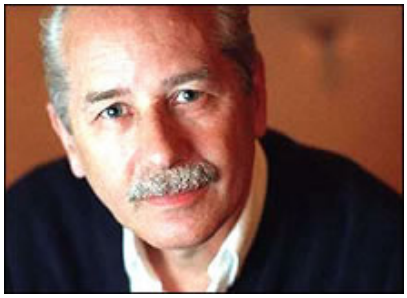
Bachelet, Kirchner, Lula et les autres dans l'intégration bolivarienne

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : vendredi 27 avril 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Diario La Tercera. Santiago de Chile, mars 2007.



Vous êtes catalogué comme un des conseillers les plus proches d'Hugo Chavez. Comment est arrivé votre rapprochement mutuel ?

Je suis un ami du Président, pas un conseiller, depuis que je l'ai personnellement connu en 1999. Depuis le premier moment où nous nous sommes vus au Palais de Miraflores j'ai eu l'impression qu'il s'agissait d'une personne honnête et capable, qui méritait l'appui international. Je l'ai soutenu, comme j'ai soutenu Salvador Allende, les Sandinistes, Cuba et la Révolution vietnamienne. Jusqu'à aujourd'hui je considère que ce jugement a été bon.

Au-delà de l'aspect personnel j'ai pensé que son Projet Historique était le meilleur espoir pour la majorité et la Grande Patrie dans les conditions actuelles de l'Amérique Latine. Je ne me suis pas trompé non plus dans ceci. Il s'agit de la théorie du développement étatique européen et asiatique, inventé par les Britanniques il y a deux cent ans, suivie par l'Allemagne, le Japon, les Tigres asiatiques et la Chine. En Amérique latine c'est le modèle de Perón en Argentine, Getulio Vargas au Brésil, Lázaro Cárdenas au Mexique et Salvador Allende au Chili.

En 2005 Vous avez affirmé que l'implantation du Socialisme du XXI siècle "ne nuira pas à l'entreprise privée". Comment comprend-t-on alors le processus de nationalisations entrepris par Chavez ?
Toutes les économies existantes sont des économies mixtes avec trois formes de propriété principales : la privée, l'étatique et la sociale. Et dans toutes ces économies l'État a le droit constitutionnel d'acquérir, d'exproprier, de confisquer ou de nationaliser des propriétés privées ou sociales, quand le bien de la Communauté le requerra et quand la procédure idoine sera menée dans la loi et avec l'indemnisation nécessaire. Toutes ces stipulations juridiques ont été strictement remplies au Venezuela.

Du point de vue de la science économique, une étatisation des autres formes de propriété a du sens dans quatre autres cas :

- **1.** pour favoriser l'intégration et le développement de la nation ;
- **2.** pour permettre au gouvernement des recettes qui sont nécessaires pour financer l'État de bien-être ;
- **3.** pour des raisons de sécurité nationale et,
- **4.** quand une entreprise viole à plusieurs reprises les lois ou est malhonnête.

Toutes les étatisations au Venezuela obéissent à cette logique de l'économie de marché.

Dans le cas tellement décrié de l'entreprise de médias RCTV et son propriétaire Marcel Granier il s'agit d'un délinquant patronal qui a pris part au coup d'Etat militaire contre le gouvernement constitutionnel de Hugo Chavez, le 11 avril 2002 ; qui a passé des années sans payer ses impôts et qui dans son arrogance de pouvoir maintenant prétend ne pas connaître la base juridique de l'économie de marché : la différence entre la propriété et la possession d'un actif économique. Il a en location (*leasing*) un bien de l'État (fréquence dans] le spectre électromagnétique), et en mettant fin au contrat veut s'approprier illégalement de celle-ci, en espérant que l'appui de Washington, de la SIP et des medias oligarchiques permettent cette opération d'enrichissement illicite.

Copyright © El Correo

Quelle opinion avez-vous de Kirchner, Lula et Bachelet ?
Kirchner a perdu l'hégémonie du processus argentin. Il n'a pas réussi a construire une base sociale qui le soutienne et il est démonté pas à pas par l'oligarchie à travers une série de micro coups, comme la disparition de Julio Lopez et la destruction progressive de la base syndicale de Moyano, seul appui social organique qu'il a. Je doute beaucoup que la tentative de dernière heure, de mimétiser le courant bolivarien hémisphérique, de transformer la sénateur Cristina Kirchner en une espèce d'Evita Perón-Manuel Sáenz , ressucitée et de s'appuyer sur la Communauté juive internationale, puisse avoir du succès.

Lula a profité avec un succès énorme de la faible marge de manoeuvre que la grande bourgeoisie pauliste lui a accordée il y a quatre ans, et il a maintenant davantage de pouvoir politique que chacun de ses prédécesseurs durant les vingt dernières années. Il devra contrôler les forces anti bolivariennes à l'intérieur et hors de son gouvernement et être très habile, parce que les nouveaux gouvernements populaires-bolivariens ne tolèreront plus l'exploitation du sous impérialisme brésilien - ni non plus de l'argentin -, par exemple, à travers Yaciretá, Itaipú et Petrobras. Cependant, Lula est fort et profite que le Brésil est le seul pays latinoaméricain avec des technologies de pointe, un pouvoir territorial considérable, l'Argentine ayant disparue de la politique internationale et a une position singulière face à Washington. Nous pouvons attendre davantage de protagonisme latinoaméricain et pro latinoaméricain et une politique du développement avec une plus grande composante populaire, pour équilibrer le pouvoir écrasant de la grande bourgeoisie.

Michelle Bachelet est une personne respectable, mais n'a pas de pouvoir. Au Chili gouvernent les trois forces hégémoniques de toujours : l'élite économique, la Force Armée et le haut clergé. Cela fait mal de le dire avec une paraphrase économique, et je le dis sans vouloir blesser personne, mais c'est plus précis : Michelle Bachelet n'est pas *le Chief Executive Officer* (CEO) de l'entreprise mais, essentiellement, une image corporative.

L'année passée vous avez dénoncé que des militaires Chiliens étaient mêlés à une éventuelle conspiration contre Evo Morales. Après vous avez affirmé que le Chili était "le « péon » dans la subversion de Bush contre Chavez et Morales". Pourquoi le Chili mérite t-il une analyse tellement négative de votre part ?
Le Chili est un pays que j'aime beaucoup et, sans doute, il ne mérite pas une analyse "négative". Non, mon analyse se réfère à un système politique qui poursuit brutalement les propriétaires originaires de la terre, les mapuches, en même temps il a permis qu'un dictateur comme Pinochet meurt dans son lit et que l'armée lui fasse une révérence "en qualité de commandant en chef méritant".

Un enterrement, durant lequel le Chef de l'Armée, le général Oscar Izurieta, a confié que le décès de Pinochet aide à mitiger "les passions que produit sa vie et son oeuvre". "Laissons à l'Histoire l'examen objectif et un juste respect de son rôle dans les processus politiques, économiques et sociaux auxquels il a pris part", a affirmé Izurieta. A un autre moment de son intervention, il a dit que les violations de Droits Humains ont été l'aspect "contesté" de la gestion de Pinochet.

"Passions", "examen objectif" et aspects "contestés". Le langage expose l'apologie du terrorisme d'État. Et c'est le même général qui a présenté alors le 17 août le 2006 au Commandant Général de l'Armée la Bolivie, Freddy Bersatti, " l'offre de l'Armée du Chili d'ouvrir ses écoles à l'Armée bolivienne et ses membres". Et que vont enseigner les militaires Chiliens à leurs homologues des hauts plateaux ? Si ce n'est pas ce qu'ils ont appris avec Pinochet : de l'Opération Condor jusqu'à la collaboration avec les forces militaires de l'OTAN dans la guerre des Malouines.

Alors, il ne s'agit, d'aucune manière, d'une analyse "négative" le pays frère et le peuple Chilien, mais le constat de certaines politiques des institutions de la dictature militaire dans la révolution latinoaméricaine que nous vivons. Dans ce contexte il serait bon que la Présidente Bachelet envoie faire des recherches sur la visite de deux généraux de l'Armée Chilien à La Paz, quelque trois semaines avant le prétendu coup militaire du 11 octobre, contre Evo Morales, et qui s se sont déplacés jusqu'au centre de la conspiration, Santa Cruz, pour se réunir avec le Comité

Copyright © El Correo

Civique et le Préfet factieux du Département de Santa Cruz.

L'avance "de la Révolution Bolivarienne" et "le Socialisme du XXI ème siècle " n'admet pas qu'il y ait un autre type de projets dans la région, comme celui d'Uribe en Colombie, celui de García au Pérou et celui de Bachelet au Chili, "l'Axe du Mal du Pacifique", comme vous l'avez appelé ?
Oui, il y a différents projets. Leur viabilité dépend dans une grande mesure, de comment et quand les Etats-Unis réussiront à sortir de l'Irak et de l'Iran.

- Uribe et son projet est sérieusement affaibli pour quatre raisons :
a) l'échec de son plan de contre-insurrection contre le FARC ;

b) son lien avec les narco-paramilitaires ;

c) l'apparition du Pôle Démocratique Alternatif et,

d) sa conversion croissante dans une hypothèque pour l'empire, qui pourrait se passer de ses services à un certain moment, comme il ait arrivé avec Pinochet.

- Alan García n'a pas de projet, au-delà du pouvoir propre.
Il est arrivé au gouvernement par la peur de Bush et de l'oligarchie péruvienne d'Ollanta Humala. Il a tapé sur Chavez pour monter et maintenant cherche son appui pour se maintenir debout, parce que Bush et l'oligarchie ne lui donnent pas de ce dont il a besoin. Il est faible et pathétique.

- Bachelet est aussi faible, mais stable, parce que :
a) neconteste pas le pouvoir des maîtres du pays ;
b) parce qu'il n'existe pas une alternative populaire-bolivarienne ou socialiste du XXI eme siècle dans la Patrie de Neruda et Allende, ni dans le collectif ni dans les directions individuelles et,
c) a une économie compétitive dans quelques niches du marché mondial. Son gouvernement sera, regrettablement, un gouvernement sans peine ni gloire.

Aussi bien Chavez que Rafael Correa (Président d'Équateur) utilisent souvent son concept du "Socialisme du XXIe Siècle". Comment pourriez-vous résumer ce concept ?
L'être humain existe dans quatre relations sociales de base : l'économique, la politique, la militaire et la culturelle. "Socialisme du XXIe Siècle" ou "Démocratie Participante", qui sont synonymes dans ma théorie de la civilisation globale post capitaliste, signifient que les majorités aient le plus grand degré de décision historiquement possible dans les institutions économiques, politiques, culturelles et militaires, qui régissent leur vie.

Dans le secteur économique cela signifie la substitution de l'économie de marché chrématistique par une économie politique durable, orientée vers les nécessités de base de la population ; la "valeur" (*time inputs*) comme principe opérationnel et de comptabilité ; l'"équivalence" comme système d'échange et l'incidence réelle les citoyens et les travailleurs au niveau macro-économique (nation), méso-économique (commune) et micro-économique (entreprise).

Vous avez dit qu'au Venezuela "on a créé des conditions pour construire le 'Socialisme du XxIe Siècle '". Quelles sont ces conditions ? Croyez vous qu'ils peuvent être appliqués dans d'autres pays de la région ?
J'en mentionne seulement certains. Presque deux tiers de la population ont voté pour le Président en décembre 2006, avec une pleine connaissance de son intention d'arriver au 'Socialisme du XXIe Siècle'. Ceci est un mandat substantiel et un vote de confiance pour l'étendard politique du Président, de la part des citoyens. Le Parlement est solidement derrière le Président, grâce à l'autisme subversif de l'opposition. Les avancées du système éducatif, de la santé, de l'économie - trois années de croissance du PIB de 10% - du combat sur la pauvreté et de la conscience du

Copyright © El Correo

peuple, ont été remarquables.

Il existe aussi une culture du débat politique entre les citoyens qui il y a cinq ans était impensable. La création des "Conseils communaux" est un pas extraordinaire pour insérer les majorités dans l'administration de la richesse sociale de la nation. L'intégration économique et la politique latinoaméricaine paraissent déjà inarrêtables et la destruction de la " Doctrine Monroe" est une possibilité réelle, pour la première fois depuis deux cents ans. Les Forces Armées maintenant sont de confiance et la capacité de défense militaire conventionnelle et irrégulière a donné un grand saut qualitatif. Plusieurs secteurs clef de l'économie nationale sont entre les mains de l'État ou de coopératives, entre eux : l'État lui-même ; PdVSA ; CVG ; CANTV ; la Banque Centrale ; la chaine de supermarchés Mercal et plus de cent mille coopératives.

Créer les circonstances pour entamer la transition au 'Socialisme du XXIe Siècle' requiert deux conditions :
a) un projet historique dirigé par un chef populaire qui obtient l'adhésion légitime du peuple et,
b) une démocratie bourgeoise constitutionnelle dans laquelle il n'y a pas de coups militaires. Dans tous les pays latinoaméricains où existe ces deux conditions on peut développer des projets du type d'Hugo Chavez ou Rafael Corroie.

Copyright © El Correo